

# **DIALOGUE SUR LES QUARTIERS NORD**

*Christian Devillers, Jean Viard*

(Nous avons volontairement gardé la forme orale de cet entretien)

*Christian Devillers :*

Faire des quartiers nord, y compris l'Estaque, et en englobant Plan de Campagne, un territoire de la Métropole, repose sur l'idée de dynamique territoriale. Une métropole est un espace continu et les territoires n'en sont que des parties ouvertes sur les autres territoires, mais il est important de rapprocher les circonscriptions politiques - nécessaires à l'exercice de la démocratie - des réalités géographiques, sociologiques et économiques de ce qu'on pourrait appeler le « territoire réel ». **Pour qu'il y ait une dynamique territoriale il faut qu'il y ait une mobilisation des acteurs politiques, économiques, associatifs du territoire.** Il faut que le territoire soit représenté, qu'il puisse défendre ses intérêts et ceux de sa population ; il faut aussi que les initiatives locales soient soutenues. L'intérêt des territoires ne va pas à l'encontre de l'intérêt métropolitain ; au contraire, il est d'intérêt métropolitain, surtout si on envisage une gouvernance métropolitaine ouverte au « bottom-up », ce qui paraît inéluctable dans la métropole AMP. La raison profonde de l'état des quartiers nord est une raison politique. Ils n'ont, jusqu'à présent, que très peu compté dans les priorités municipales. On pourrait faire remarquer que ce découpage risque de créer un territoire pauvre, mais on peut répondre : pas plus pauvre que maintenant, et qui, en revanche, comptera dans l'équilibre politique métropolitain.

Il faut également rappeler que les difficultés sociales des quartiers nord ne seront pas automatiquement résolues par le développement économique. Il est évidemment indispensable mais pas suffisant, comme le montre l'exemple de la Seine-Saint-Denis. L'expérience de la Plaine-Saint-Denis - que je connais parce que j'y participe depuis maintenant trente ans - n'est pas totalement concluante parcequ'elle n'est pas terminée. Quand on a commencé à faire le projet urbain de la Plaine Saint-Denis en 1990-1991, le territoire était en ruine totale : 25 000 emplois perdus, pas de réseaux, pas d'équipements, des villes incapables de payer. On pouvait légitimement penser qu'il n'y avait pas de solution, pas d'avenir. Ça a commencé par une intercommunalité avant l'heure, c'est-à-dire que les trois maires - communistes - de Saint-Denis, Aubervilliers et Saint-Ouen se sont rassemblés (mais Vitry, Ivry et Choisy, quoique communistes aussi, n'ont pas fait la même chose). Ce qui a été à l'origine du renouveau de la Plaine Saint-Denis c'est une alliance politique et un projet, un projet qui n'avait pas d'avenir à l'époque mais qui a permis de mobiliser des acteurs du territoire - public et privé - et de saisir le Stade de France quand il s'est présenté, stade qui a entraîné le financement par l'État de la couverture de l'autoroute, les gares, etc. (Ce sont justement les infrastructures locales qui manquent dans les quartiers nord, les transports, les espaces publics). A la Plaine, les promoteurs sont arrivés ensuite. Les 1ers quartiers devaient être construits en 1998 pour la Coupe du monde mais en fait ils n'ont été construits qu'en 2008 : les promoteurs ne viennent que quand ça marche...

Aujourd'hui il y a 50 000 emplois, deux fois plus que ceux qui avaient été perdus. Malheureusement, la plupart de ces emplois ne sont pas occupés par des habitants du territoire dont la population s'est en même temps appauvrie. Néanmoins, la charte Entreprise-Territoire mise en place en 2005 a porté ses fruits : 6000 emplois créés pour les habitants du territoire. On a cru que le développement économique allait porter une amélioration sociale et cela ne s'est pas produit. Mais l'histoire ne s'arrête pas là, il faut attendre un peu parce qu'il y a beaucoup de choses qui se construisent, il y a une diversification de la population, au moins où il y a de l'espace pour construire... **En même temps, les phénomènes d'exclusion, les phénomènes de rejet social, sont tellement puissants qu'il est difficile d'aller habiter Saint-Denis et d'y mettre ses enfants à l'école.**

**Les élus ont porté un formidable développement économique** - c'est devenu le deuxième pôle de croissance économique de la région parisienne après la Défense - **mais ils butent sur ce qui pour eux est le plus important, le développement social.** Laurent Davezies, par exemple, recommande de construire des écoles privées. Il fait aussi remarquer que la richesse d'un territoire n'est pas sa contribution au PIB, mais la richesse de ses habitants. Ce sont les salaires mais aussi les retraites, les pensions, les transferts, et le tourisme, qui font la richesse d'un territoire. Or la Plaine Saint-Denis, ou la Seine-Saint-Denis globalement, contribue très fortement au PIB mais en reçoit peu. **Quand on dit qu'il faut créer des emplois, une zone franche urbaine, dans les quartiers nord, il est probable que les emplois de haute technologie ne seront pas occupés par des habitants du territoire.** Là encore, l'histoire ne s'arrête pas là. Il faut trouver les moyens pour faire en sorte que les jeunes des quartiers nord aient une chance, par la formation notamment, d'accéder à ces emplois. Pour l'instant, on peut ouvrir des open-stores au rez-de-chaussée, ils risquent d'être consacrés au trafic de haschisch et c'est normal puisqu'il n'y a rien d'autre.

*Jean Viard :*

Je suis partiellement d'accord sur cette réflexion, mais ce qui fait le succès de la Seine-Saint-Denis c'est que **le nord de Paris et le sud de Roissy sont pris dans deux puissances économiques qui se croisent.** C'est pour cela que nous avons d'ailleurs des avis différents sur Auchan et Europa City, qui veut créer un centre commercial prévoyant 12 000 emplois au milieu de ce territoire, car un des problèmes c'est comment ils vont gérer la relation avec le voisin.

Ce que je veux dire c'est qu'il y a deux dynamiques. Au nord de Paris il y a des gens qui franchissent le périphérique pour des entreprises, pour des tas de raisons, et puis il y a le sud de Roissy qui est un pôle mondial de puissance. Ils ont donc des atouts, ce n'est pas tellement différent de ce qu'on a avec Aix et Marseille. Par exemple, Braouezec pense d'abord par l'économie et le social, ce qui montre bien que l'enjeu c'est l'art de vivre du territoire. **Si le**

**territoire n'est pas agréable, s'il n'y a pas de désir, ça ne peut pas marcher.** À Marseille, les entreprises viendraient volontiers mais les gens ne veulent pas y habiter. Cela veut dire que dans nos sociétés **c'est l'art de vivre qui est fondateur**, c'est-à-dire un territoire désirable pour le plaisir d'y vivre, d'emmener ses enfants à l'école, de garer sa voiture en oubliant parfois de fermer la porte. C'est essentiel, sinon ça ne marche pas.

Deuxième chose, oui dans les quartiers nord où il y a une association de patron dynamique qui crée des emplois lorsqu'ils embauchent quelqu'un qui habite dans les quartiers nord, une fois qu'il a le boulot souvent il se dit qu'il peut quitter le quartier. Surtout quand il est loin de la mer. Donc on est dans un territoire où ce qui est en train de se passer de particulier par rapport à la Seine-Saint-Denis c'est qu'on a la mer et on a donc **une bataille pour l'appropriation du littoral**. Sur l'axe entre l'Estaque et Marseille – en plus on a fait une liaison autoroutière qui prend 10 minutes et il est question d'y amener le tram, ce qui permettrait d'aller en tram à l'Estaque –, le vrai problème c'est qu'il y a là une partie qui peut entrer dans la ville bourgeoise parce qu'elle offre un atout majeur, qui est la mer et l'arrière-plan qui risque un délaissement encore plus fort.

Pour rééquilibrer cela il faut engager des politiques volontaristes : envoyer des enseignants volontaires et des directeurs volontaires, avec une voiture de service personnel payé par la ville toute avec la même couleur qui soit « la couleur des professeurs ». Comme pour la poste ou les pompiers. On dirait ainsi aux habitants : **il y a des enseignants qui désirent aider vos enfants**. Il faut mettre du désir donc il faut des acteurs qui désirent et qui y vont. Il faut construire l'art de vivre, reconstruire le désir de ces territoires. Comment faire? Comment est-ce qu'on peut mettre des **maisons de retraite pour les vieux musulmans** ? Il n'y a pas de politique de retraite dans ces quartiers, alors que la population vieillit comme partout. Donc la question de la gestion des générations, comment on la pense dans ces territoires ? **Il faut garantir à tout jeune qui fait des études après 16 ans un studio indépendant, il faut lier vie privée et études, il faut lier choix des enseignants. L'art de vivre dans la sphère privée peut être la solution politique pour la sphère publique.**

Mes grands maîtres en politique sont Jules Ferry et Edgard Pisani, qui ont tous deux compris quelque chose d'essentiel. L'un a compris qu'avec la démocratie on pouvait construire du lien social. C'est pour ça que je propose l'autonomie des quartiers nord, parce que je crois à la bataille politique pour faire société, et l'autre a su lier vie privée des jeunes agricultrices catholiques et modernisation de l'agriculture.

Ce n'est plus l'économie qui attire l'art de vivre, c'est l'art de vivre qui attire l'économie et cela vaut pour chaque partie du territoire et entre les territoires de la métropole. À Marseille sud avec les plages, Aix-en-Provence, le pays

d'Aix, la Provence, tout cela fonctionne. C'est l'art de vivre qui domine. Là où on n'a pas d'art de vivre dominant c'est à l'étang de Berre : les gens, au bord de l'eau, la regardent tous les jours et ne se baignent presque pas. Pareil dans les quartiers nord. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont voté Front national à Vitrolles.

**Ma différence par exemple avec Patrick Braouezec en Seine Saint Denis c'est que je crois la question de l'art de vivre première, alors que lui pense qu'avec l'économique et la politique on construit une société. Je pense que ce n'est plus vrai.**

Il y a eu peu d'urbanisme cohérent dans les quartiers nord. Il y a beaucoup d'espaces mités et on peut y faire de l'urbanisation qualitative parce qu'on n'est pas dans une zone ultra-urbanisée. Ce n'est pas dense. Le système de construction était très simple. Il y avait le canal et sous le canal il y avait les bastides et chaque bastide avait une traverse qui la reliait au système urbain. Quand les grandes familles ont perdu leur rente coloniale, les pieds-noirs et les anciens habitants du Vieux-Port se sont installés grâce à de grands programmes immobiliers, bastide par bastide. On achetait une bastide à la famille x, on mettait 5 000 logements mais on ne s'occupait ni des écoles, ni de la route d'accès, ni du lien avec la ville. Il n'y a pas eu de projet, pas de plan. Je ne connais pas le détail des opérations de l'ANRU, je comprends qu'il faut loger les gens, mais si on se met à casser des barres pour simplement en reconstruire des meilleures, le problème va durer longtemps. **C'est un problème de maillage économique, indispensable pour obtenir des résultats immédiats. Un système économique qui n'est pas maillé périlite.** Si on relie les aspects sociaux et urbains à l'économie (ce qui n'est pas fait aujourd'hui) on peut réussir. Mais il faut de l'activité qui vient du « bottom-up » et pas de l'extérieur uniquement.

Et la liaison entre projet et élus est primordiale. Il faut une indépendance totale vis-à-vis du politique pour la mise en œuvre des projets économiques. Chez PACA Investissement, Jacques Boulesteix a une feuille de route mais n'a pas à recevoir d'ordre ou des pressions pour implanter une entreprise ou embaucher... C'est le bon modèle. C'est pour cela il faut faire rentrer l'Europe dans le processus de financement, car l'Europe est très exigeante sur ce point-là : l'indépendance entre les politiques et l'opérationnel. Les coopératives territoriales peuvent recevoir des fonds privés et sont des organisations d'acteurs très intéressantes. Ce qui est demandé c'est de partager un projet annuel commun et que chacun s'y insère avec ses moyens. Et il insiste : « attention à la dérive qui re-fabriquerait des territoires fermés et du « clocher » dans la métropole. Le dynamisme et la richesse qui viendra de la métropole seront directement liés aux vertus de la transversalité des territoires. Des territoires « sous bulle » pourront peut-être mieux fonctionner, avoir plus d'identité, les gens s'y sentiront peut-être mieux, mais le grand enjeu de la métropole c'est de gagner les 10 milliards d'activités économiques qui nous manquent et cela ne peut se faire que par la transversalité. On

peut segmenter les territoires, mais la priorité c'est de développer l'activité économique. »

Mais pour que les quartiers nord soient visibles non pas comme un territoire violent mais comme un territoire où il y a des initiatives, il faut mettre en place **un dispositif pour accompagner ces initiatives. Cela demande de l'argent et de la ressource. Un dispositif avec un groupe d'entrepreneurs ou de retraités, des tuteurs qui accompagnent les porteurs de projets, pour les aider à concrétiser.** Jacques Boulesteix avait élaboré un projet de ce type avec un fonds de 10 millions d'euros. 4 millions venaient du milieu économique local avec les entrepreneurs qui avaient réussi et qui étaient issus des quartiers nord (c'est le cas ProvePharm, par exemple). Ensuite il y avait Xavier Niel qui investit dans une PME par jour. Il était prêt à y aller, c'était il y a un an et demi. PACA Investissement (un fond public-privé à 50/50 avec l'Europe), était ok avec l'idée de faire une expérimentation et de monter à 2/3 public et 1/3 privé. Mais il faut une volonté politique. Il y a beaucoup de cités où tout le rez-de-chaussée est muré. L'idée était d'y installer des activités économiques. Mais il faut un moteur politique, un grand patron ou un leader qui le porte et le réalise. Le patron de la métropole en personne sans doute comme le maire de Toulouse porte lui-même la transformation du Mirail.

**Et il ne faut pas regarder ces quartiers nord uniquement par rapport à la métropole, il faut les regarder par rapport au monde.** On a des diasporas, on n'a pas des immigrés. C'est une différence énorme : il y a des gens qui arrivent, des gens qui partent et d'autres qui passent. Une grande partie des habitants de ces quartiers les quittent. 50 % des gens qui ont un parent étranger en France deviennent propriétaires à la génération suivante. **Cela veut dire en réalité qu'une grande partie de ces gens font du passage dans ces quartiers.** Et l'image négative de ces territoires est en partie liée au départ des plus dynamiques vers ce qu'on peut appeler un HLM horizontal où ils achètent des villas (et font chuter les prix...) alors qu'arrivent sans cesse des plus pauvres. Il faut penser que le développement de ce quartier est lié à la structuration de l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle. Et la France a toutes les entreprises pour faire ça dans le BTP, dans les routes, etc. Les Kabyles, les Comoriens, les Maliens..., toutes ces diasporas peuvent faire le lien. Or on fait comme si ces immigrés étaient l'avant-garde d'une immense arrivée. À nous de les bâtir en relais de croissance vers le sud, il y a donc des flux et des passants et notre travail c'est d'accélérer ces flux parce qu'ils sont producteurs de richesse. Dans les 2 millions de Français qui vivent déjà à l'étranger, il y a beaucoup de jeunes d'origine immigrée. Un jeune immigré qui fait du pain au Japon, ou du trading à Londres, il est français ! **Favorisons la mondialisation de la jeunesse des quartiers en commençant par un Erasmus des CAP et des BTS.**

**Et écoutons Jacques Boulesteix** qui dit : « Il existe de nombreux projets mais le problème est d'en avoir des emblématiques et vraiment nouveaux. Comment faire comprendre que les choses changent vraiment sans créer une rupture ? Si on explique que l'on va ripoliner le système ancien comme l'ANRU, ça va être difficile pour tout le monde de croire en cette métropole. Le déficit de cette métropole, c'est le déficit de citoyenneté. En fait, il n'y a pas eu de vrai débat avec les gens pour savoir à quoi va leur servir vraiment la métropole. Une solution est de trouver des projets emblématiques forts et qui sont en rupture avec tout ce que s'est fait jusqu'à présent. Il y a une idée que Jean a évoquée, c'est cette capacité des jeunes des quartiers nord, leurs savoir-faire de diaspora... Qu'est-ce qu'on en fait ? Il n'y a aucune réponse ou proposition sur ce sujet aujourd'hui.

**Il y a une réponse possible, c'est de créer un « campus ».** Le mot est peut-être mal choisi. Je ne parle pas d'un campus universitaire diplômant, je parle d'un lieu où ces savoir-faire pourraient être mis à profit pour créer des business, en faisant appel non pas seulement aux gens d'ici mais aussi aux gens de l'autre côté de la rive. Je pense à la Banque africaine de développement, à la Banque mondiale, aux entreprises marocaines, algériennes, qui pourraient y faire venir y compris des gens de chez eux pour utiliser ces diasporas pour créer ensemble des business, des projets d'entreprises, de coopération. **Le projet de J.-L. Borloo est exemplaire.** Pourquoi ne pas l'étendre à tous les champs économiques ? Est-ce que ce n'est pas ce genre de projet dont on a besoin.

Si on prend l'Afrique noire francophone, il y a eu une augmentation vertigineuse du nombre d'étudiants. Une croissance que l'on ne voit pas chez nous. Les universités françaises sont sollicitées aujourd'hui pour envoyer des enseignants qui passent quinze jours là-bas. Dès qu'on y lance un enseignement, le succès est important. Ce n'est plus le cas chez nous. J'ai lancé l'astrophysique au Burkina. En trois ans, il y avait plus d'étudiants là-bas dans cette matière qu'en France.

**J'avais proposé un projet à Campus France pour l'Afrique.** On ne peut pas faire de troisième cycle là-bas. Il s'agissait donc de les amener en Belgique, Suisse, Canada ou France pour y faire un troisième cycle. On invente un système intelligent de stage en entreprise, de CDD dans les entreprises et le retour dans leur pays pour créer les activités en relation avec l'entreprise dans laquelle ils ont été pris en stage avec un système de pépinière ou autre. **La question qui se pose par rapport à une structure autonome, c'est comment la faire**

**accepter aux politiques.** Je prends l'exemple de PACA Investissement. Qu'est-ce qui fait que tout cela est accepté par les politiques ? C'est parce que sa structure, en étant autonome, permet d'avoir des moyens que l'élu tout seul ne peut pas obtenir. Il est donc obligé d'être d'accord pour le montage de cette structure sinon il refuse un afflux important d'argent et de savoir-faire pour le territoire. C'est cela qu'il faut trouver comme solution. Si on propose simplement de créer une structure autonome des politiques pour la rendre plus efficace, cette proposition va immédiatement être sabordée par les politiques... »

*Jean Viard :*

C'est aussi parce que les politiques vont penser que cette structure n'est pas concurrente d'un point de vue politique, que son dirigeant ne va pas tenter de prendre sa place... Mais je crois qu'il ne peut plus y avoir d'espace urbain où il n'y ait pas à la fois de l'habitat, de l'éducation, du loisir, de la production, de la citoyenneté et de la consommation. Quand je dis qu'il faut rajouter du politique, je pense qu'il faut aussi rajouter de la consommation. Lier Plan-de-Campagne aux quartiers nord est un vrai enjeu parce que c'est la zone commerciale normale des quartiers nord mais il faudrait pouvoir y aller en tram. On peut faire de Plan-de-Campagne un espace esthétique, avec des bureaux, voire des crèches. Pourquoi pas la mairie du Nord ? Ainsi, avec Vitrolles, Marignane, les quartiers nord, Plan-de-Campagne devient un centre. Si on devait faire une mairie c'est là qu'on la mettrait. Il faut considérer qu'il faut tous les plaisirs en même temps. À Plan-de-Campagne, il y a déjà du loisir, c'est le premier lieu de cinéma, les gens viennent s'y promener, il y a Speed Water Park. C'est un lieu des milieux populaires très fort qu'il ne faut pas mépriser. Il faut mettre des arbres, des bancs, des commissariats, etc.

*Christian Devillers :*

Je suis d'accord mais je voudrais aller plus loin. **Sur les quartiers nord, ce qui manque c'est un espace public**, qui n'a jamais été réalisé, puisque c'est une série d'opérations bout par bout, avec d'extraordinaires violences contre le paysage. Le Merlan c'est une espèce de chamboulement lunaire qui coupe un vallon et ce qui est terrible c'est que la L2, qu'on avait conçue à l'origine avec l'État comme la possibilité d'avoir un effet de levier pour rénover les quartiers nord et d'y réinstaller un espace public de connexion au-dessus, est parti en partenariat public-privé et a totalement ignoré cet aspect de la question. Évidemment l'État l'a ignoré aussi, la Ville de Marseille n'en parlons pas. Tout reste à faire, c'est d'abord un projet d'espace public qui manque pour relier entre eux ces quartiers fragmentaires, créer des transports en commun, accueillir de nouveaux usages et habitants et rendre sa dignité et son attractivité à ce territoire.

*Jean Viard :*

Déjà on pourrait faire des boulevards avec des platanes, faire provençal, et mettre 10 000 platanes. Ces rues sont des espèces de goulots d'étranglement. **Une opération «10 000 platanes »**, première chose ; deuxième opération, des **écoles privées**. Par exemple, quand j'étais élu, j'ai discuté avec **les jésuites de faire une école de la deuxième chance au nord**. Ils ont dit oui, tout de suite, de même qu'Emmaüs. Oui, il faut un **centre Emmaüs** dans ces quartiers, oui il faut une école de la deuxième chance portée par les jésuites. Ils sont prêts à le faire. La seule condition c'était l'accès sécurisé, que ce soit à côté d'une station de métro pour leurs enseignants. **Je crois qu'il faut faire du soft dans les quartiers nord, une multitude de moyens projets, pas trop petits mais par exemple mettre des fontaines, etc.**

*Christian Devillers :*

**L'espace public est quand même un énorme investissement mais ça va de pair avec la conversion écologique de cet espace.** Par exemple, il y a des problèmes hydrauliques dans les quartiers nord, avec des risques d'inondation. Au Merlan, les travaux qui ont été faits – qui vont être plus ou moins corrigés par la L2 – ont complètement coupé les bassins versants et donc il y a des risques d'inondation considérables. Il y a vingt ans j'ai fait un projet urbain sur Roubaix, sur les territoires traversés par le canal de Roubaix, qui étaient les territoires abandonnés de la métropole lilloise qui s'est développée au sud, enclavés dans la Belgique, taux de chômage énorme, ville encore plus pauvre que celle que l'on connaît. On a fait remarquer qu'il y avait en même temps à Roubaix un taux d'emploi très élevé mais que les emplois n'étaient pas occupés par les habitants de Roubaix, les employés, eux, habitaient dans des zones pavillonnaires, pas très loin. On a proposé une politique d'amélioration, d'embellissement, basée non plus sur les autoroutes mais sur des boulevards urbains, franchissables, avec des pistes cyclables, sur le canal qui a été rénové et remis en service, sur les parcs qui sont devenus des centres de quartier... Vingt ans après, ça se fait... mais pas assez vite !

*Jean Viard :*

**On pourrait créer un troisième centre-ville dans les quartiers nord comme Defferre avait pensé pour les quartiers sud « un deuxième centre ».**

*Christian Devillers :*

**L'idée de centralité est très intéressante.** Sur l'espace public, on devrait déjà connecter ces quartiers entre eux. Ils ont un besoin de lien qui ferait leur identité et qui permettrait aux gens qui y habitent d'aller travailler dans la zone arrière portuaire. Pour l'instant, il y a un TCSP en prévision, mais il n'est toujours pas fait. Jusqu'à l'ouverture de la gare Picon-Busserine, il n'y avait tout simplement pas de transports en commun lourds dans ces quartiers. Il y a une iniquité territoriale due à l'absence

d'espaces publics, à l'absence de transports urbains et, ça va de pair, à l'absence de continuité, à l'absence de qualité urbaine. Il faut rappeler que la métropole lyonnaise, qui s'appelait à l'époque communauté urbaine, a décidé, il y a trente ans, qu'il y aurait les mêmes bordures de trottoirs et les mêmes mobiliers urbains à Vaulx-en-Velin qu'au centre-ville de Lyon. Ils l'ont fait, comme à Nantes. C'est une question élémentaire d'équité.

*Jean Viard :*

Une chose que Lyon montre bien : Lyon est une commune, Villeurbanne est une commune, Vaulx-en-Velin est une commune mais la ville est continue et il y a différents cœurs politiques qui font cité ensemble.

*Christian Devillers :*

Il y a un grand projet des quartiers nord à faire qui inclut Plan-de-Campagne, qui inclut une forte relation avec la zone arrière portuaire, avec l'Estaque, avec Marignane et Vitrolles. Quand je dis ça aux gens de MRU, ils disent que le problème, à Marseille, c'est que les grands projets n'aboutissent jamais donc il vaut mieux travailler cité par cité plus modestement. La limite du MRU c'est qu'on ne travaille que sur l'habitat. C'est déjà pas mal, il y a un vrai besoin de renouvellement de l'habitat. Entre Marseille et Nantes, l'ANRU investit du simple au quadruple. Pour quelle raison ? C'est qu'il n'y a pas assez de projet. L'ANRU cofinance. Si la collectivité ne donne rien, l'ANRU ne donne rien. Or qui dit projet dit gouvernance, qui dit gouvernance dit une certaine autonomie politique.

*Jean Viard :*

On pourrait supprimer la préfecture d'Aix. C'est le seul endroit en France où il y a une sous-préfecture à l'intérieur de la même métropole ! S'il y en a une, il vaudrait mieux qu'elle soit aux quartiers nord qu'à Aix.

*Christian Devillers :*

Le problème c'est que la ville de Marseille a toujours délaissé les quartiers nord. Rester dans la ville de Marseille n'est pas une bonne affaire pour les quartiers nord ; il vaut mieux être autonome au sein de la Métropole.

La centralité, c'est très important. **Si on parle de centralité, on parle en réalité de proximité et de mixité.** Ce qui caractérise les quartiers nord c'est qu'il n'y a pas d'emplois sauf la zone arrière portuaire qui est tout près, où il y a 25 000 emplois, un pôle d'emplois considérable. Tout ça est menacé par la boboisation, par Euroméditerranée qui est proche et qui évidemment désigne tout naturellement cet espace comme un espace de gentrification. Il y a un autre phénomène inquiétant qui est le rejet de la modernisation du port à Marseille (forme 10, Mourepiane,...) par les voisins et par leurs élus. Ces menaces sur les emplois du port et de la zone arrière-portuaire sont extrêmement graves pour l'avenir des quartiers nord. Leurs habitants ne pourront pas aller travailler à Fos !

*Jean Viard :*

C'est la phase 2 d'Euromed, mais en même temps ça investit dans ces quartiers. C'est donc plus paradoxal. Je rappelle que le cœur de la pauvreté à Marseille c'est le 3e arrondissement, ce ne sont pas les quartiers nord. C'est autour de la Friche, dans ces petits immeubles de deux ou trois étages où c'est la misère radicale.

*Christian Devillers :*

Tous les pauvres ne sont pas dans les quartiers nord, je suis bien d'accord, mais parlons des quartiers nord car c'est le lieu producteur d'images négatives. Avec un espace public fédérateur, identitaire, parce que c'est aussi à ça que ça sert, il faut introduire une mixité. Cela veut dire du commerce, du loisir, donc une mixité fonctionnelle, de l'emploi. **Une mixité sociale aussi, c'est-à-dire pas que des pauvres, pas que du HLM, il faut construire des logements en accession.** Ça marche partout ailleurs, il faut le rappeler. Je fais une opération de renouvellement urbain à Vitry-sur-Seine dans la cité Balzac, qui a défrayé la chronique (une jeune fille y avait été brûlée). Aujourd'hui les gens sont relogés à proximité. Il y a des nouveaux habitants, c'est rentré dans le marché immobilier. La présence d'Euroméditerranée permet d'envisager une gentrification modérée, parce qu'on est aux franges et qu'il y a un desserrement sauf qu'évidemment, dans les conditions actuelles et avec la L2 qu'on est en train de faire, on n'ira pas facilement habiter à Picon-Busserine. Mais on aurait pu le faire.

*Jean Viard :*

Non mais il y a des poches. Verduron par exemple, c'est déjà une poche de bobos. L'Estaque et les hauts de l'Estaque aussi. La Maurelette a été construit par des enseignants de gauche sur un modèle d'urbanisme d'avant-garde avec l'idée d'aller habiter dans les quartiers populaires. L'ensemble, le jardin, etc. Le centre social est fermé, il n'y a plus aucun crédit donc c'est à l'abandon, mais ce n'était pas un urbanisme médiocre.

*Christian Devillers :*

**C'est la chance des quartiers nord. Il y a des noyaux villageois qui sont assez mixtes en réalité.** Il y a des grands ensembles qui pourraient être décroissés si on le voulait. Il faut casser en partie, c'est pour ça que l'ANRU est nécessaire, c'est pour ça qu'agir sur le bâti est nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant, c'est une politique de mixité sociale, de mixité fonctionnelle. **Imaginons qu'on y ait mis le stade Vélodrome comme on a mis le stade de France à Saint-Denis, qu'il y ait un tramway, etc., ça commencerait à ressembler à une centralité.**

*Jean Viard :*

Paradoxalement, avec l'autoroute qui traverse à Saint-Joseph, on est à un quart d'heure d'Aix et à un quart d'heure de l'étang de Berre. Sous Vigouroux, Pierre Rastoin avait essayé de lier le 15-16, le 13-14 et puis le 11-12. On s'était rendu compte qu'en fait le 11-12 n'est jamais rentré dans la dynamique et c'est la seule période

où pendant six ans ces quatre quartiers ont travaillé ensemble. Ça avait eu un effet extrêmement dynamique. Pour refaire cela maintenant, il faudrait faire une commune.

Mais **le mieux est de faire vraiment de la politique, de fonder une citoyenneté locale.** Ici tout se gère à la politique. Pour que des gens aient des avantages, il faut que d'autres aient intérêt de niveau supérieur. Il faut qu'ils deviennent des acteurs pour faire entendre leur voix dans les décisions métropolitaines, dans le conseil général, etc.

#### **Il faut aussi penser de la même manière l'étang de Berre.**

Les gens sont des riverains de l'étang de Berre, ce n'est pas une communauté. Entre Istres, Martigues, Vitrolles, il n'y a pas d'unité de l'étang de Berre. Le problème c'est que c'est un lieu où il faut mettre du sens et donc réfléchir **comment l'étang de Berre peut devenir une zone de loisirs.** Qu'est-ce qu'on peut faire de cet espace ? Est-ce qu'il faut créer une dizaine de grands pontons en bois ? Comment fait-on de l'étang de Berre un espace de désir aquatique pour apprendre la voile, se baigner ? Élever des poissons ? Avec une idée quand même, c'est que plus on fait dans l'aquatique, plus on augmente la valeur des résidences qui sont autour. Cela joue aussi parce qu'un des problèmes dans ce territoire c'est qu'il y a une baisse du foncier qui a souvent poussé les couches moyennes à l'extrême droite.

Comment pense-t-on les portes de la métropole ? En particulier aérienne ? Comment met-on de l'art de vivre dans ce territoire, comment se bat-on pour la qualité de l'eau ? **La question de l'étang de Berre et de sa restauration écologique et ludique est à mon avis un sujet décisif.** En ce moment on développe les transports aquatiques, on fait par exemple une navette entre Istres et l'aéroport. Cela vient de se créer donc je ne sais pas si va marcher. L'idée c'est qu'il faut habiter cet espace et le transport est évidemment un des modes potentiels. C'est une zone qui va se retrouver en effondrement économique suite à la remise en question de la chaîne pétrolière. Il y a de l'espace, c'est donc une urgence.

*Christian Devillers :*

Quelle est la politique d'Aéroports de Paris à Orly pour pallier la limitation des vols aériens ? L'immobilier. Le projet Cœur d'Orly, par exemple, c'est 1 million de mètres carrés de bureau et d'activités. Il y a une forte demande d'espace constructible pour le logement et pour l'activité dans la Métropole. L'Étang de Berre est sans doute le plus grand espace de développement mais on va se heurter à l'imaginaire actuel des riverains qui se porte plutôt vers un tourisme très local.

*Jean Viard :*

D'autant plus que dans cette métropole on a un problème pour se loger. On peut densifier autour de l'Étang s'il redevient ludique. Il y a aussi la question des

politiques agricoles. Bordeaux avait fait une étude qui disait qu'ils pouvaient nourrir Bordeaux avec l'agriculture de la communauté urbaine un jour par an. Ils se sont fixé l'objectif de passer à une semaine. C'est mobilisateur. Comme de trier 80 % de ses déchets ou produire X % de son énergie. Si on remembre l'agriculture, les espaces naturels, si on repense Plan-de-Campagne par rapport aux quartiers nord, déjà on déplace des façons de lire les choses et on peut dessiner une vision.